



MISSION PERMANENTE DU NIGER

AUPRES DES NATIONS UNIES

417 EAST 50TH STREET, NEW YORK, NY 10022

Tél: (212)421-3260/61/86 Fax: (212)753-6931

Email: nigermission@ymail.com

Allocution de l'Ambassadeur Abdou ABARRY,
Représentant Permanent du Niger auprès des Nations Unies

**Réunion annuelle des Ministres des Affaires Etrangères des
Pays en Développement sans Littoral (DSL)**

New York, le 23 Septembre 2020

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations unies,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Notre réunion, se tient à un moment où la pandémie du COVID-19 nous impose de revisiter nos choix et stratégies, tels ses impacts, non pas seulement sanitaires, touchent aux fondements de la Gouvernance politique et économique mondiales.

Conçu pour répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral (PDSL) en matière de Développement, le Programme d'Action de Vienne vise à améliorer le taux de croissance de ces pays via le développement du système de transit et de transports et favoriser ainsi l'expansion de leurs échanges.

Comme vous le savez, la feuille de route adoptée par les 32 pays de notre groupe dans le cadre de ce programme, en 2014, a proposé une approche globale pour améliorer l'intégration des PDSL, dans l'économie mondiale par le biais d'interventions dont les priorités d'action sont les questions fondamentales de politique en matière de transit, le développement et l'entretien des infrastructures, le commerce international et la facilitation du commerce, l'intégration de la coopération régionale et la transformation structurelle de l'économie.

Ainsi, six années après la mise en œuvre de la feuille de route de ce Programme, les PDSL affichent des résultats mitigés à mi – parcours, que les effets de la pandémie du COVID-19 pourraient encore amoindrir.

Même avant la pandémie, ces progrès n'étaient pas suffisants pour permettre aux PDSL de réaliser des avancées vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Car en effet, la part du commerce mondial des marchandises de ces pays, reste inférieure à 1% et leurs exportations, restent pour l'essentiel, concentrées sur un nombre très limité de produits de base.

Dans ce contexte morose, il faut tout de même se féliciter de ce que, les PDSL participent de plus en plus, activement aux Accords commerciaux régionaux et aux blocs économiques, ce qui leur offre de bonnes perspectives d'intégration dans le commerce régional. A cet effet, la Zone de Libre - Echange Continentale Africaine offre une grande opportunité pour une intégration plus poussée des Pays africains membres de ce groupe, dont le Niger, dans le commerce régional.

Il convient à cet égard, de souligner que 15 pays en développement sans littoral sont africains. Le continent africain dispose d'un actif démographique croissant qui pourrait être transformé en dividende économique susceptible de permettre de soigner, d'éduquer, de former sa jeunesse et de lui fournir des emplois. Cela est un impératif, car c'est 10 à 12 millions de jeunes Africains qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Seule la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de ces plans et programmes peuvent nous permettre d'y parvenir. La ZLECAF est un outil formidable à cette fin. Elle n'est pas un programme isolé. Elle forme, avec les autres plans et programmes de l'Union Africaine un tout cohérent dans la perspective du renforcement de l'intégration régionale et de l'atteinte les objectifs de l'Agenda 2063.

Cette perspective heureuse a malheureusement été contrariée par l'impact négatif de la pandémie du COVID-19. Les effets des mesures barrières de confinement, les limitations apportées aux activités de productions, les entraves à l'accès aux marchés, ont eu pour conséquences d'engendrer une récession économique mondiale qui ralentira, sinon arrêtera l'avancée des Pays en Développement ans Littoral (PDSL) vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Monsieur le Président,

Les PDSL étaient déjà confrontés à pas mal de défis qui les rendent vulnérables, dont notamment, des règles du commerce non favorables, qui ne les protègent pas des chocs extérieurs et qui annihilent leurs efforts de diversification de leurs économies en vue d'éradiquer la pauvreté. A ces contraintes connues, viennent s'ajouter celles que leur imposent la pandémie, qui n'a pas épargné les économies des pays avancées.

A l'instar des autres pays, mon pays le Niger, s'est d'ores et déjà engagé dans la mise en œuvre d'un Programme de Renaissance basé sur la réalisation des infrastructures de transport, de communication, toutes choses qui ont permis l'éclosion d'un tissu économique moderne.

Il est regrettable, que le taux de croissance escompté, ait été compromis par l'impact de la pandémie. Au niveau de la CEDEAO par exemple, le taux de croissance économique initialement prévu à 3,3% en 2020 baissera de -2,1% si la pandémie persiste jusqu'à la fin de l'année, induisant notamment une baisse des recettes fiscales et un accroissement du chômage et de la pauvreté.

Monsieur le Président,

Pour conclure, je voudrais apporter le plein soutien du Niger à la déclaration ministérielle que nous allons adopter aujourd'hui. Au moment où nous entamons la décennie d'action pour l'Agenda 2030 et les 4 dernières années du Programme de Vienne, nous fondons l'espoir que sa mise en œuvre permettra à tous les pays de notre groupe de faire les progrès nécessaires vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

Je vous remercie.